

« ETUDE SOCIOLOGIQUE ET PARTICIPATION CITOYENNE :
SAVOIR D'OÙ L'ON PART POUR DÉTERMINER OÙ L'ON
DOIT ALLER, L'EXEMPLE DE ROUEN »

Un espace neutre d'échange et de partage



Améliorer la sécurité dans les entreprises par la prise en compte du risque industriel sous tous ces aspects : techniques, organisationnels et humains

Favoriser un débat ouvert et citoyen entre les entreprises à risques et la société civile

Faciliter la diffusion d'une culture de sécurité auprès des acteurs de la société



Groupes d'échanges,
R&D



Conférences et
publications



Formation
Digital learning



Expertise et
accompagnement

Les origines du projet



DEBUT D'ALERTE
Alerte à son domicile
15 à 30 secondes

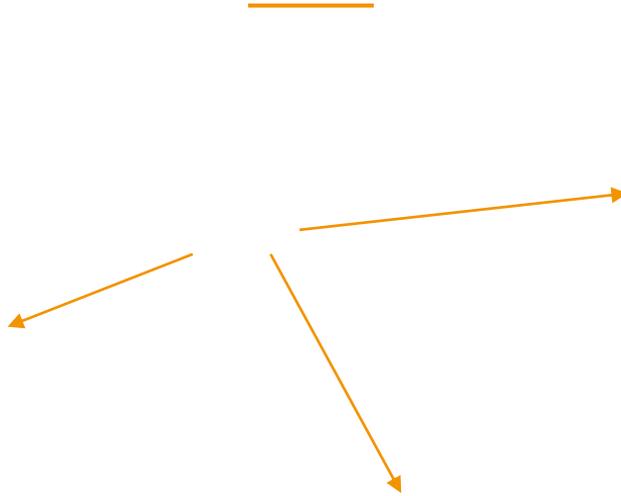
ENTRER
Ne restez pas à l'extérieur
Rester chez vous ou abritez-vous dans le bâtiment le plus proche

FERMER
Fermez portes & fenêtres, calfeutrez les ouvertures et éloignez-vous en.

ECOUTER
les radios locales
Pour être informé sur l'accident et les mesures complémentaires à adopter. France Bleu Nord (Devil) / RTL / Radios locales RT3

FIN D'ALERTE
Alerte à son domicile
20 secondes

- Ne vous déplacer pas
Vos enfants sont en sécurité sous la protection des enseignants.
- Ne produisez ni flammes, ni étincelles
Ne fumez pas.
- Laissez les lignes libres pour les secours
Ne téléphonez pas.





Recueillir les attentes des populations afin que ce dispositif ait toutes les chances de promouvoir, avec l'assentiment de toutes et tous, une culture de sécurité partagée.

Objectif : Identifier les ressorts d'une participation citoyenne pérenne en matière de risque industriel :

- Quelle forme de dispositif pour faciliter cette mobilisation des populations ?
- Quels acteurs doivent être associés (élus, industriels, autres)?
- Quels sujets doivent être inscrits à l'agenda?

Synthèse et capitalisation des études sociologiques 2019-2021

- Une première photographie de la perception et des attentes des populations rouennaises
- Des éléments de prédéfinition de la grille d'entretien (qualitatifs et quantitatifs)



Entretiens qualitatifs

- 4 communes lieux de déroulement de l'enquête pour une diversité sociologique et géographique représentative (P. Lenel)
- Une enquête sur plusieurs jours à divers endroits de l'espace public pour s'adresser à des typologies de population différentes
- Une 50taine d'entretiens approfondis d'une heure auprès de 4 à 5 CSP visées + élus des villes concernées et UPSIDE : identifier les sujets partagés et qui font consensus entre les personnes volontaires et/ou intéressées

Enquête quantitative

- Visant à conforter les tendances issues des entretiens auprès des personnes non concernées a priori.
- 500 questionnaires comme objectif pour des résultats représentatifs auprès des différentes CSP qui composent le territoire
- 40 questions en ligne (Logiciel Sphynx). 10p./j sur espace public
- Couplés avec des face-à-face dans différents lieux pour les différents types de public non touchés par l'enquête en ligne



Diffusion Presse/Gazette communale/Site web, Réseaux sociaux, etc.

Les deux grands besoins stratégiques relevés

➔ La formation sur les consignes : un incontournable...

- **60%** des répondants **ne connaissent pas les consignes de sécurité**
- -> **1/3** souhaite avoir une **connaissance PRATIQUE** (au-delà de l'information de type plaquettes) sur les **comportements à adopter** en cas d'accident

➔ Couplée avec une demande d'information REGULIERE et SYSTEMATIQUE

- -> 50% disent ne pas être suffisamment informés
- -> se traduisant en une **demande accrue d'information pour près de 98% des répondants!**
 - Importance soulignée de la **régularité de l'information préventive tout au long de l'année (50%)**
 - Y compris en cas d'évènement (22%), y compris de nuisances
 - **Un défaut d'intérêt, vraiment ? La question de l'adéquation des supports institutionnels de communication sur les RI vis-à-vis de leur(s) cible(s)**

➔ Importance des considérations pratiques (itinérance, dans le cadre de l'agenda communal, horaires, gardes, etc.)

→ Enquête sociologique : tendances

D'ordre général :

- Des citoyens concernés par la question des risques :
 - Accident -> Lubrizol (bien évidemment), veulent pouvoir être acteurs de leur protection
 - Chronique -> Lubrizol post-accidentel et autres événements récents (Buitoni, Perfluorés, etc.) + événements moins récents (Tchernobyl!) ou d'autre nature (Changement climatique, COVID, Ukraine). **Une culture du risque qui s'installe par la force des choses.**
 - Des entretiens qui s'enchaînent et qui durent.
- Des populations qui veulent composer avec l'industrie vs. une « acceptabilité » exprimée à de nombreuses reprises (conditions d'exploitation, nature de l'activité, etc.) - > pas de rejet, mais une exigence forte

 - Un sentiment de défaut de contrôle, de moyens (auto-déclaration très mal perçue). **Souhait de transparence et au-delà, de contre-expertises « collectives »**
 - Scepticisme sur l'intégration des attentes des populations par les décideurs, **contre balancé par une forte volonté d'être informé, y compris sur des informations négatives « On préfère avoir de mauvaises nouvelles que pas de nouvelles du tout! »**

Sur la forme du dispositif :

- L'importance systématique des conditions pratiques (garde, itinérance des réunions, visio, etc.) « C'est pas qu'on ne veut pas, c'est que la plupart du temps on ne peut pas ».
- **La demande de rattachement aux moments de vie locale** : le dispositif doit s'intégrer au territoire, et pas l'inverse (cf. CSS « hors sol », figé, centralisé et descendant).
- La volonté collective de moments de convivialité, perçus comme indispensables.

Sur les acteurs :

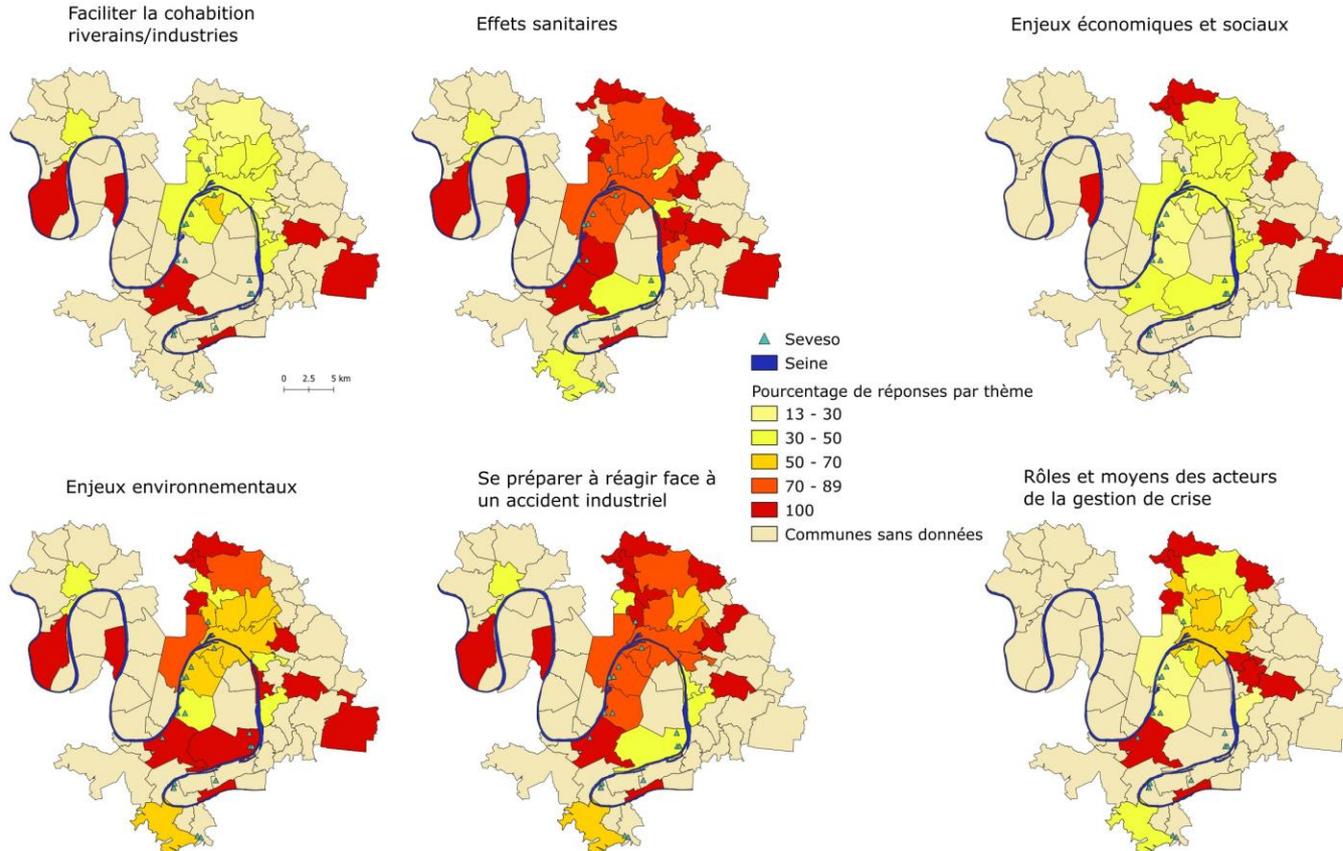
- Le « classique » : Elus, Préfecture, Industriels, associations (ou pas!), Services de SC
- **Les nouveaux : médecins, spécialistes de type pneumologues, psychologues, bref, l'expertise médicale (effet « Lubrizol »)**
- Ceux dont on ne veut plus? Les médias.

Sur les sujets :

- La préparation à l'accident, une attente très forte;
- Suivie de près par le « post-accidentel »
- **Le suivi environnemental / sanitaire local, au-delà des conséquences du 26 septembre 2019**
- **Et la question du contrôle, très présente (et des contre-expertises)**

→ Les thèmes principaux, par priorité

Des attentes différentes en fonction de là où on habite au sein de la MRN :



Source : enquête conférence riveraine

Conclusion(s)

- ➔ **L'industrie a sa place, incontestablement, mais doit intégrer les enjeux actuels (décarbonation, pollutions, etc.) et moins être dans la « toute puissance » en matière d'information et de transparence**

- ➔ **La succession des crises et catastrophes (attentats, Covid, économiques, climat, Ukraine, etc.) réduit l'acceptabilité en matière de RI**
 - En cas d'accident (AZF vs. Lubrizol)
 - En cas de pollution / risque chronique environnemental et sanitaire

- ➔ **En matière de relations avec les parties prenantes, un centre de gravité qui se déplace du militantisme vers la sphère familiale**
 - Black Carbon / PFAS Lyon, etc.

- ➔ **L'acceptabilité doit être re-questionnée si l'on veut une relation durable dans les territoires**
 - L'importance des sciences sociales en complément de la technique et du règlementaire
 - Partir de la cible et non du destinataire vs. Logique top-down uniforme
 - L'action doit être guidée par une boussole pour trouver son public



Le site web



La newsletter



Pour suivre l'Icsi